

En Méditerranée, les populations aiment à vivre ensemble, pourvu qu'on leur laisse le choix. De passage à Beyrouth pour donner une série de séminaires sur les enjeux en Méditerranée, nous avons rencontré Jean-François Coustillière.

par Bernard Bridi



La Méditerranée constitue un espace qui réunit de nombreux pays, des peuples divers, des cultures multiples. Quels sont les enjeux actuels?

De par ma carrière professionnelle et mes activités académiques je me suis intéressé à l'espace méditerranéen. Il est d'abord extrêmement divers. C'est un espace de fractures: Nord/Sud, Est/Ouest, développement/sous-développement...avec tout ce que ces mots peuvent contenir de heurts et d'intérêts divers avant qu'ils ne soient partagés. C'est un espace entre 3 continents. Il contient 3 religions qui se disputent une vision du monde et des systèmes politiques extrêmement différents, souvent opposés. C'est une zone très particulière de la planète, illustrée par des tensions lourdes, de grands flux humains et un différentiel très important sur les plans économique, politique et social. **La Méditerranée, c'est comme un immeuble aux nombreux étages dans lequel à chaque étage on trouve des gens très différents: religion, culture, disparités économiques, inégalités sociales, analphabétisme exacerbé, faim.**



Les tensions n'existent pas seulement entre les lignes traditionnelles.

Elles existent en Méditerranée occidentale comme en Méditerranée orientale. Entre le Maroc et l'Algérie, la frontière est fermée. La Lybie est maintenant rentrée dans le concert des Nations. Dans la partie orientale, il y a toujours le problème des Balkans où la paix est imposée par l'Union Européenne. Et puis, il y a bien sûr le conflit majeur du Proche-Orient qui attise les intérêts et cristallise d'autres interventions et influences: l'Égypte, la Turquie mais aussi Chypre. C'est ça la Méditerranée. On n'y échappe pas. Je peux dire que c'est la région la plus sensible de la planète.

Le tableau est noir, accablant.

Il y a bien sûr des aspects très positifs, et c'est ce qui porte à réfléchir. Les populations des deux rives partagent beaucoup de choses. Les gens mangent de la même façon et se nourrissent des mêmes ingrédients: blé, pâtes, vin (même des pays comme la Tunisie, l'Algérie ou le Maroc produisent du vin), pain, fruits, anis (Grèce, Turquie, Liban). Le matriarcat est bien présent même en pays musulmans. En Sicile, le rôle de la femme est prépondérant. **On remarque que les populations aiment à se retrouver, à vivre ensemble pour peu qu'on leur laisse un choix. Et c'est là le fond du problème.**

La France s'intéresse particulièrement à la Méditerranée. C'est un axe important de sa politique, quitte à se démarquer de certains pays de l'UE comme l'Allemagne.

La Méditerranée peut jouer un rôle d'homogénéisation. Pour l'Europe, c'est le voisin de palier. C'est un lieu d'échanges économiques et culturels. Tout ce qui touche au Maghreb touche la France. Il y a une histoire en commun. Mais tout ce qui touche à la Turquie intéresse aussi l'Allemagne. La coopération est essentielle. Les stratégies de l'UE diffèrent de celles des États-Unis qui n'y voient qu'un lieu de passage.

Les tentatives pourtant nombreuses ont pour le moins échoué.

Il y a eu une succession de mesures pour asseoir une certaine stabilité, une paix, mais c'est vrai que les tensions résistent bien. On a essayé avec Barcelone, le 5+5, l'OSCE, et maintenant l'UPM (l'Union Pour la Méditerranée) qui regarde le problème sous ses angles politique, social, financier et culturel, mais je vous l'accorde, la marche est difficile. Les raisons affichées sont les guerres et les conflits. Je pense qu'au-delà de ce problème très présent, c'est aussi une excuse pour ne rien faire et pour laisser les choses en leur état.

Serait-ce les États et leurs gouvernements qui jouent les empêchements de tourner en rond?

Les responsabilités sont partagées. Le Nord ne sait pas écouter le Sud. Le Sud pâtit d'un problème de gouvernance. À Barcelone, il y a eu des avancées et des propositions concrètes. Les priorités ont été établies. Mais il y a du mal à planifier et surtout à exécuter les plans mis en place. Dans de nombreux pays du Sud, le pouvoir est confisqué; les règles de fonctionnement confisquent la redistribution

des moyens, et les aspirations de la population au développement et au mieux-être sont bloquées. Pourtant, la population revendique et supporte mal cet état de fait. Les Européens devraient aussi mieux écouter et savoir mieux travailler avec les gens du Sud. J'ai beaucoup travaillé avec des commissions qui font un travail remarquable pour peu qu'on les laisse agir. Les USA, eux, financent les gouvernements et les régimes. D'autres voies existent.

Par exemple?

Dans le 5+5 on a pu réunir autour d'une table 5 pays du Sud (Mauritanie, Lybie, Algérie, Maroc, Tunisie) et 5 pays du Nord (Malte, Portugal, France, Italie, Chypre). On a fait travailler ensemble des pays en guerre sur des problèmes qui paraissent mineurs mais qui sont fondamentaux. La lutte contre les crickets est un dossier partagé et tout le monde y a planché pour trouver des solutions. **Le Nord doit mieux dialoguer. Le Sud doit savoir mieux écouter. Les gouvernants doivent avoir moins peur et s'ouvrir davantage.**

Quelles chances a l'UPM de réussir là où d'autres tentatives ont échoué?

Il y a eu des avancées à Barcelone, même s'il y a eu arrêt. Des problèmes ont été déblayés comme le soutien à l'agriculture, à l'aménagement du territoire, à un certain transfert de technologies, à des politiques culturelles. Barcelone a favorisé une politique d'échanges. **Le Président Sarkozy lance avec l'UPM un vrai partenariat. C'est une chance qu'il faut saisir. Il en va de l'avenir de tous et pas seulement de la Méditerranée. ■**